



# RÉVOLUTIONNAIRES

N°2 Fev 2024

DU SECTEUR SOCIAL

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES. COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



## **Paysans, salariés du public et du privé : c'est aux capitalistes et à leurs représentants qu'il faut s'en prendre !**

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages. Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agrobusiness, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de... mieux respecter la loi ! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes... que des dirigeants de véritables empires de l'agrobusiness, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril – les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes !

### **La colère paysanne a ravivé la colère ouvrière**

Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes. On pouvait voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1er février.

Pour sûr que les mensonges, l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer. Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce de nouvelles mesures renforçant le tri social et l'encasernement de la jeunesse, avec les « groupes de niveau » dès le collège, et la généralisation du service national universel au lycée. Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement – ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions !

### **Pour un mouvement d'ensemble !**

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 400 euros d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.



.....  
**Le secteur social et médico-social est dispersé dans des champs professionnels divers avec des petites équipes de travail.  
Ce bulletin est donc diffusé en petit nombre, s'il t'a intéressé, fais le circuler autour de toi.**



# Brèves



## **Soutien à la lutte des jeunes du parc de Belleville**

Méprisé.e.s par l'Etat et refusés par l'Aide Sociale à l'Enfance, des milliers de mineur.es isolé.es étrangèr.es sont contraints de dormir dehors, sans droits, ni accès aux soins et à l'éducation. A Paris, les jeunes du parc de Belleville, organisés en collectif et soutenus par des habitants du 20ème arr., s'activent pour rassembler un max de jeunes en assemblées générales et décider des actions à mener : cortèges dynamiques dans les manif contre la loi Darmanin, désignation de délégués, interpellations des élu.es, actions dans les mairies, etc.

Déterminés à lutter pour leurs droits, ils ont arraché des places d'hébergement pour tous jusqu'à la fin de la trêve hivernale. Une 1ere victoire qui force le respect !

Face à cette politique brutale et inhumaine et à la loi raciste Asile-immigration qui arrive, les professionnel.les du social ont tout intérêt à lier leurs luttes à celles de ces jeunes. Parce que nos conditions de travail et leurs conditions d'accueil sont directement liés, organisons-nous à leurs côtés !

Cagnotte de soutien ici :



## **Où va le travail social en lutte ?**

Les 11èmes Rencontres nationales du TS en lutte se sont déroulées les 20-21/01. 18 départements présents, des syndicats, des collectifs, des professionnel.le.s syndiqué.e.s ou non, des étudiant.e.s et des Belges. 70 inscrit.e.s regroupé.e.s pour construire, dans l'unité, un appel contre les attaques du capitalisme sur l'action sociale, les droits des personnes accompagnées et la répression syndicale.

En meeting, les mineurs isolés du parc de Belleville, La Marche des Solidarités, Soignant.e.s pour Gaza...etc. témoignaient de leur combat. Une motion a été votée à l'unanimité pour l'abrogation de la loi Darmanin face à la fascisation.

Une date de grève nationale a été décidée pour le 4 avril. Regroupons-nous public/privé, étudiant.e.s du TS dans la rue pour nos conditions de travail, d'accueil, nos salaires. Augmentons le rapport de force pour un mouvement d'ensemble en vue d'une société réellement solidaire!

## **Urgence sociale pour nos salaires !**

Main dans la main, gouvernement et patronat du secteur, ont quasiment gelé le point d'indice de nos conventions depuis plusieurs années. Ils ont également exclu du SEGUR une partie de nous. Principaux responsables de la situation actuelle, ils tentent de l'utiliser pour casser nos conventions collectives.

Si l'intersyndicale CGT/SUD/FO permet une opposition majoritaire dans les instances, des négociations à froid ne suffiront pas. L'arsenal juridique est en faveur des patrons. C'est ce qu'il s'est passé lors des dernières négociations fin janvier avec une décision unilatérale des employeurs.

Il y a urgence à se mobiliser pour nos salaires mais aussi pour nos conditions de travail. Toutes et tous dans la rue le 4 avril prochain.

## **Le droit à la santé, un droit pour tou.tes !**

### **Non aux discriminations sociales ou xénophobes dans l'accès aux soins !**

Depuis une trentaine d'années, les gouvernements successifs détruisent le système de santé, réduisent le nombre de lits dans les hôpitaux, le personnel et les moyens matériels, limitent la formation de médecins, etc. Celui de Macron poursuit cette casse du service public de santé et ajoute une couche en s'attaquant à l'accès aux soins pour tou.tes.

L'année dernière, la mise en place du "forfait urgences", introduisait l'accès payant aux soins aux urgences!

Aujourd'hui, les projets de majoration de franchise sur les médicaments et de menace de l'Aide Médicale État, montrent l'importance de lutter tout autant contre des lois xénophobes comme la loi asile immigration, que contre les réformes visant à détruire le système de santé.

La sauvegarde des intérêts du patronat ne sera jamais compatible avec celle des travailleurs et travailleuses. C'est donc un mouvement d'ensemble de tous les secteurs qu'il est nécessaire de construire!

**Si ce bulletin t'a plu, fais-le lire à tes collègues et n'hésite pas à nous transmettre des informations ou à prendre contact : [travailsocial.npa92@protonmail.com](mailto:travailsocial.npa92@protonmail.com)**

